

Unité départementale d'Eure-et-Loir

CHARTRES, le 06/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : n°161/RapVI/AK/IC220701 – VAT20220719  
Code AIOT : 0010000161

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté 6 Rue de Boël 28310 JANVILLE-EN-BEAUCE. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- 6 Rue de Boël 28310 JANVILLE-EN-BEAUCE
- Code AIOT : 0010000161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La Société Coopérative Agricole AXEREAL exploite, sur le territoire de la commune de Janville, des installations de stockage de céréales, d'engrais liquides et solides et de produits phytopharmaceutiques sous couvert de l'arrêté préfectoral n°1386 du 3 août 1987, complété notamment par l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la mise en œuvre effective des mesures correctives pour répondre aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 ;

- les mesures mises en oeuvre dans le cadre de "la mise à l'arrêt" de l'exploitation de l'installation de stockage des engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, suite au déclassement de ces activités relevant précédemment du régime de l'autorisation, puis de la déclaration, au titre de la rubrique ICPE 4702 ;
- les mesures envisagées et mises en place, pour réduire à la source et maîtriser les risques associés au maintien des cloisons en bois comportant des engrais en mélange, dans le bâtiment qui abrite l'installation maintenue en exploitation, sous les seuils de classement des rubriques 4702-I, II ou III et 4702-IV ;
- les mesures de prévention des incendies pouvant survenir dans les silos (transporteurs, élévateurs, vis sans fin, ...).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	3_NC3_VI_22/09/2021_Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	8_Fonctionnement des installations de transfert de grains silo n°3	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I – Points 4.10 et 4.16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	10_Cessation partielle d'activité	AP Complémentaire du 12/11/2008, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1_NC1*_VI_22/09/2021_Parois des cases	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.2.2 et 10	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021	Sans objet
2	2_NC2*_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021	Sans objet
4	4_NC4*_VI_22/09/2021_Sol du magasin engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021	Sans objet
5	5_NC5_VI_22/09/2021_Forage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021	Sans objet
6	6_NC8_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021	Sans objet
7	7_NC9_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1	/	Sans objet
9	9_Fonctionnement des installations de transfert de grains du silo n°4	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-IV	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à une baisse substantielle de ses activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium. Ainsi, ces installations sortent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, puisqu'elles se situent en dessous des seuils d'assujettissement des rubriques 4702, en vigueur à ce jour.

Aussi, cette réduction d'activité est considérée comme une mise à l'arrêt, et entraîne une cessation d'activité.

Pour autant, les accumulations indésirables d'engrais entre les lames qui composent les cloisons des cases du magasin sont toujours présentes.

Dans ce contexte, en complément de la réduction des risques à la source qu'il a mis en oeuvre, il appartient à l'exploitant de communiquer un plan d'actions correctives accompagné d'un échéancier visant à supprimer les risques associés à la présence de ces accumulations, dans le cadre de la cessation partielle des activités de son site de Janville.

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

## **2-4) Fiches de constats**

<b>N° 1 : NC1*_VI_22/09/2021_Parois des cases</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.2.2 et 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accumulation indésirables d'engrais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.2.2 : Les stockages sont conçus de manière à éviter toute accumulation indésirable d'engrais. Article 10 : Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'un incendie, d'une décomposition ou d'une détonation sont adaptées à l'installation et à la nature des engrais stockés. Les stockages sont protégés contre les points chauds et éloignés de toute zone d'échauffement potentiel.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 : NC 1* - Les stockages ne sont pas conçus de manière à éviter toute accumulation indésirable d'engrais. Entre les lames de l'ensemble des cases de stockage, il a été constaté la présence d'engrais en mélange cristallisés. Ce point est repris à l'article 1.1 de l'APMD du 28 décembre 2021. Pour répondre au point 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021, l'exploitant a notifié le 14 mars 2022 avoir réduit ses activités de stockage d'engrais solides en dessous des seuils de classement des rubriques 4702, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• moins de 500 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• moins de 1 250 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV.</li> </ul> Il a organisé son flux d'approvisionnement pour être en permanence en dessous de ces seuils. N'étant plus soumis aux exigences de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, il a sollicité une mise à jour de la situation administrative de ces installations, ainsi qu'une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site Janville comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• passage du régime de l'autorisation à non-classé pour la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• et passage du régime de la déclaration à non-classé pour la rubrique 4702-IV.</li> </ul> Constat du 18 novembre 2022 : L'état des stocks du 18 novembre 2022, conformément aux données reportées en annexe_1 du présent rapport (diffusion restreinte), atteste du respect des seuils précités. En regard de la notification du 14 mars 2022 associée à la baisse substantielle précitée des activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, ces installations sortent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, puisqu'elles se situent en dessous des seuils d'assujettissement des rubriques 4702, en vigueur à ce jour. Aussi, cette réduction d'activité est considérée comme une mise à l'arrêt, et entraîne une cessation d'activité. Compte-tenu de cette réduction, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui fixaient le cadre prescriptif des installations relevant des rubriques 4702-I.II.III et 4702-IV n'ont plus d'effets juridiques. De plus, les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, comme celles de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, relatifs aux prescriptions générales applicables à ces activités, ne sont plus opposables. Ainsi, les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté de mise en demeure susvisé du 28 décembre 2021 ne sont également plus opposables. Dans ce contexte, la non-conformité NC 1*, notifiée dans le cadre des suites de l'inspection du 22 septembre 2022, est requalifiée comme suit : les accumulations indésirables d'engrais entre les lames qui composent les cloisons des cases du magasin sont toujours présentes. Il appartient à l'exploitant de communiquer un plan d'actions correctives accompagné d'un échéancier visant à supprimer les risques associés à la présence de ces accumulations d'engrais, dans le cadre de la cessation partielle des activités du site (Cf la fiche relative au point de contrôle n°10).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : NC2*_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RIA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations utilisant du bois pour les cloisons ou pour fermer une case en façade, les installations ayant des passerelles constituées d'éléments en bois et les installations qui disposent de bandes transporteuses qui ne sont pas en matériau difficilement propagateur de la flamme selon les référentiels en vigueur sont dotées de robinets d'incendie armés ou d'un dispositif fixe équivalent, répartis dans le magasin de stockage et le stockage couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 :</p> <p>NC 2* - L'installation n'est pas dotée de robinets d'incendie armés ou d'un dispositif fixe équivalent, répartis dans le magasin de stockage en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues, de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents, y compris en période de gel.</p> <p>Ce point est repris à l'article 1.3 de l'APMD du 28 décembre 2021.</p> <p>Pour répondre au point 1.3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021, l'exploitant a notifié le 14 mars 2022 avoir réduit ses activités de stockage d'engrais solides en dessous des seuils de classement des rubriques 4702, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• moins de 500 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• moins de 1 250 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV.</li> </ul> <p>Il a organisé son flux d'approvisionnement pour être en permanence e dessous de ces seuils. N'étant plus soumis aux exigences de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, il a sollicité une mise à jour de la situation administrative de ces installations, ainsi qu'une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site Janville comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• passage du régime de l'autorisation à non-classé pour la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• et passage du régime de la déclaration à non-classé pour la rubrique 4702-IV.</li> </ul> <p>Constat du 18 novembre 2022 :</p> <p>L'état des stocks du 18 novembre 2022, conformément aux données reportées en annexe_1 du présent rapport (diffusion restreinte), atteste du respect des seuils précités.</p> <p>En regard de la notification du 14 mars 2022 associée à la baisse substantielle précitée des activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, ces installations sortent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, puisqu'elles se situent en dessous des seuils d'assujettissement des rubriques 4702, en vigueur à ce jour.</p> <p>Aussi, cette réduction d'activité est considérée comme une mise à l'arrêt, et entraîne une cessation d'activité.</p> <p>Compte-tenu de cette réduction, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui fixaient le cadre prescriptif des installations relevant des rubriques 4702-I.II.III et 4702-IV n'ont plus d'effets juridiques. De plus, les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, comme celles de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, relatifs aux prescriptions générales applicables à ces activités, ne sont plus opposables. Ainsi, les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté de mise en demeure susvisé du 28 décembre 2021 ne sont également plus opposables.</p> <p>Dans ce contexte, la non-conformité NC 2*, notifiée dans le cadre des suites de l'inspection du 22 septembre 2022, est abandonnée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : NC3_VI_22/09/2021_Protection foudre</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b> Les observations 3 et 4 notifiées par l'organisme SOCOTEC de vérification de l'installation de protection contre le risque foudre, dans son rapport 962SO/21/57/35 du 9 septembre 2021 relatif à la vérification complète du 9 septembre 2021, n'ont pas été levées dans un délai d'un mois, tel que fixé par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 :  NC 3 - Les 3 observations notifiées par l'organisme SOCOTEC de vérification de l'installation de protection contre le risque foudre n'ont pas été levées dans un délai d'un mois tel que fixé par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.</p> <p>En réponse à ce constat, l'exploitant a indiqué, par courrier du 2 décembre 2021, avoir rappelé au responsable du suivi des installations électriques et foudre au sein du groupe coopératif AXEREAL, cette exigence réglementaire.</p> <p>Constat du 18 novembre 2022 :  A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport 962SO/21/57/35 du 9 septembre 2021, relatif à la vérification complète du 9 septembre 2021 réalisé par SOCOTEC, fait état de 4 observations.  Le suivi formalisé de la levée de ces écarts fait mention d'une intervention en date du 21 septembre 2021 par la société INEO, pour les observations 1 et 2, puis le 6 mai 2022, par la société ADEE, pour les observations 3 et 4 liées aux connections et protections contre les effets indirects. Ainsi, les mesures correctives ont été mises en œuvre plus d'un mois suivant la vérification complète qui a permis de constater ces anomalies. Ce non-respect est communément observé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 4 : NC4*_VI_22/09/2021_Sol du magasin engrais</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).
<b>Constats :</b> La non-conformité NC 4* est abandonnée, et reprise en qualité d'observation : le sol de la case 9 est fortement dégradé.
<b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 : NC 4* - Le sol du magasin de stockage des engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium vrac et conditionnés présente des cavités, fentes et rigoles, notamment à l'entrée de ce dernier et devant la case n°9. Ce point est repris à l'article 1.2 de l'APMD du 28 décembre 2021.  Pour répondre au point 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021, l'exploitant a notifié le 14 mars 2022 avoir réduit ses activités de stockage d'engrais solides en dessous des seuils de classement des rubriques 4702, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• moins de 500 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• moins de 1 250 t d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV.</li> </ul> Il a organisé son flux d'approvisionnement pour être en permanence e dessous de ces seuils. N'étant plus soumis aux exigences de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, il a sollicité une mise à jour de la situation administrative de ces installations, ainsi qu'une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site Janville comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• passage du régime de l'autorisation à non-classé pour la rubrique 4702-I,II,III,</li> <li>• et passage du régime de la déclaration à non-classé pour la rubrique 4702-IV.</li> </ul> Constat du 18 novembre 2022 : L'état des stocks du 18 novembre 2022, conformément aux données reportées en annexe_1 du présent rapport (diffusion restreinte), atteste du respect des seuils précités. En regard de la notification du 14 mars 2022 associée à la baisse substantielle précitée des activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, ces installations sortent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, puisqu'elles se situent en dessous des seuils d'assujettissement des rubriques 4702, en vigueur à ce jour. Aussi, cette réduction d'activité est considérée comme une mise à l'arrêt, et entraîne une cessation d'activité. Compte-tenu de cette réduction, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui fixaient le cadre prescriptif des installations relevant des rubriques 4702-I.II.III et 4702-IV n'ont plus d'effets juridiques. De plus, les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, comme celles de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, relatifs aux prescriptions générales applicables à ces activités, ne sont plus opposables. Ainsi, les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté de mise en demeure susvisé du 28 décembre 2021 ne sont également plus opposables. Dans ce contexte, la non-conformité NC 4*, notifiée dans le cadre des suites de l'inspection du 22 septembre 2022, est abandonnée. Pour autant, pour toutes les installations stockant des engrais répondant aux critères de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », selon les référentiels de la profession, le sol ne doit pas présenter de cavités (puisard, fentes...) ». Aussi, la NC 4* est reprise en qualité d'observation : le sol de la case 9 est fortement dégradé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>N° 5 : NC5_VI_22/09/2021_Forage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation d'un forage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 :</p> <p>NC 5 - L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration en régularisation de l'exploitation du forage présent sur son site de Janville, dans les formes prévues par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.</p> <p>Ce point est repris à l'article 1.4 de l'APMD du 28 décembre 2021.</p> <p>Pour répondre aux non-conformités NC 5, 6 et 7, l'exploitant a indiqué, par courrier du 2 décembre 2021, qu'il n'a jamais utilisé ce forage (construction avant achat du site par AXEREAL). Il a joint à ce courrier son plan d'actions visant à mettre un terme à l'exploitation du forage.</p> <p>Constat du 18 novembre 2022 :</p> <p>Suite à sa décision de mettre un terme à l'exploitation du forage présent sur son site de Janville, AXEREAL a fait procéder le 25 janvier 2022 à un diagnostic vidéo du forage, puis du 7 et 9 mars 2022 à son comblement, après validation, par la DDT 28, du dossier décrivant la méthodologie retenue.</p> <p>Étant donné les éléments identifiés par l'inspection télévisée, le programme de travaux de comblement du forage a été mis en œuvre du 7 mars au 9 mars 2022, suivant les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, et l'avis favorable de la DDT 28. Le forage n'étant plus exploité, aucun dispositif de mesure totalisateur n'est requis.</p> <p>Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre de ces mesures sont joints au courrier AXEREAL du 14 mars 2022, et attestent du respect de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2022.</p> <p>Ils permettent également de clôturer les non-conformités NC 5, NC 6 et NC 7 notifiées dans le cadre des suites de l'inspection du 22 septembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 6 : NC8_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre.</p> <p>Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau.</p> <p>Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau.</p> <p>L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 :  NC 8 - L'installation n'est pas dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques qu'elle présente, puisque les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux ne fournissent pas le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison d'un débit minimum de 120 m<sup>3</sup>, pendant au moins deux heures.</p> <p>Dans sa réponse du 2 décembre 2021, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une demande à la mairie de Janville pour connaître le débit des poteaux incendie.  Cet écart est repris au point 2 de l'article 1.3 de l'APMD du 28 décembre 2021.</p> <p>En réponse à la relance de la préfecture en date du 6 juillet 2021, l'exploitant a indiqué, par courrier du 25 juillet 2022, avoir commandé une réserve souple de 120 m<sup>3</sup> pour palier au débit trop faible (50 m<sup>3</sup>/h) du poteau n°5 implanté rue de Boël, à moins de 200 m du magasin engrais, et répondre aux dispositions du point 2 de l'article 1.3 de l'APMD du 28 décembre 2021.</p> <p>Constat du 18 novembre 2022 :  La visite in-situ a permis de constater la mise en place d'une réserve souple de 120 m<sup>3</sup> pour assurer la défense incendie du site, en complément des moyens publics présents à proximité des installations.  La non-conformité NC 8 est soldée et l'exploitant a satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 1.3 de l'APMD du 28 décembre 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 7 : NC9_VI_22/09/2021_Moyens de défense incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réserves d'eau incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 22 septembre 2021 : NC 9 - La réserve d'eau incendie destinée à l'extinction n'est pas équipée d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elle n'est pas correctement aménagée pour permettre son utilisation par les services d'incendie et de secours et n'est pas facilement accessibles pour leurs véhicules, puisque des déchets métalliques et une benne entravent son accès.  Dans sa réponse du 2 décembre 2021, l'exploitant a indiqué que la réserve d'eau incendie est désormais accessible. Il a joint à cette transmission une illustration de l'accès à la réserve. Un marquage devait être apposé sur la bâche de la réserve afin de matérialiser le niveau requis après le remplissage.  Constat du 18 novembre 2022 : En regard de la notification du 14 mars 2022 associée à la baisse substantielle précitée des activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, ces installations sortent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, puisqu'elles se situent en dessous des seuils d'assujettissement des rubriques 4702, en vigueur à ce jour. Aussi, cette réduction d'activité est considérée comme une mise à l'arrêt, et entraîne une cessation d'activité. Compte-tenu de cette réduction, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui fixaient le cadre prescriptif des installations relevant des rubriques 4702-I.II.III et 4702-IV n'ont plus d'effets juridiques. De plus, les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, comme celles de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, relatifs aux prescriptions générales applicables à ces activités, ne sont plus opposables à l'exploitant. Pour autant, la réserve d'eau dédiée précédemment à la défense incendie n'est plus destinée à cet usage, puisqu'il n'est pas possible de conserver le volume d'eau requis pour la défense incendie du site. Dans ce contexte, l'exploitant a mis en place une réserve souple de 120 m <sup>3</sup> pour assurer la défense incendie de son site, en complément des moyens publics présents à proximité de ses installations. La non-conformité NC 9 est soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 8 : Fonctionnement des installations de transfert de grains silo n°3</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I – Points 4.10 et 4.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs de dysfonctionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes [...].</p> <p>Dans les silos existants ne respectant pas une distance, entre les cellules de stockage, la tour de manutention du ou des silos (à l'exception des boisseaux visés au point 1.8) et les limites de propriété, au moins égale à une fois la hauteur du silo, avec un minimum de 10 mètres pour les silos plats et 25 mètres pour les autres types de stockage et les tours d'élévation, un système de dépoussiérage est mis en place a minima sur les équipements de manutention et les équipements associés.</p>
<p><b>Constats :</b> Le détecteur de déport de bande du transporteur d'ensilage TB5 du silo n°3 est inopérant.</p>
<p><b>Observations :</b> Le contrôle a porté sur le circuit suivant : Transporteur de reprise TC3 - Elévateur E5 - Transporteur d'ensilage à bande TB5 - Cellule C5.</p> <p>La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel de l'ouverture de la trappe de bourrage du transporteur à chaîne TC3 a occasionné la mise à l'arrêt du circuit, et la visualisation du dysfonctionnement sur l'armoire de commande. Cet essai n'appelle pas d'observation.</p> <p>Le contrôle du bon fonctionnement des équipements de manutention avec asservissement à celui des installations d'aspiration n'appelle pas d'observation.</p> <p>La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de bande du transporteur TB5 n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du circuit, ni la visualisation d'un dysfonctionnement sur l'armoire de commande.</p> <p>Cet essai a mis en évidence une défaillance du détecteur de déport de bande du transporteur d'ensilage TB5 du silo n°3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 9 : Fonctionnement des installations de transfert de grains du silo n°4</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs de dysfonctionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Le contrôle a porté sur le circuit d'ensilage suivant : fosse 1 - TC1 - Elévateur E1 - Transporteur d'ensilage à bande TB3 - Cellule C3.</p> <p>La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de bande du transporteur TB3 a occasionné la mise à l'arrêt du circuit, avec une temporisation pour le transporteur. Ce dysfonctionnement a déclenché l'alarme sonore et son affichage sur l'écran de la supervision. Cet essai n'appelle pas d'observation.</p> <p>Le contrôle du bon fonctionnement des équipements de manutention avec asservissement à celui des installations d'aspiration n'appelle pas d'observation.</p> <p>Suite à ces tests, l'exploitant n'a plus été en capacité de remettre en marche son silo. Aussi, le contrôle du bon fonctionnement des détecteurs de bourrage sur les transporteurs à chaîne n'a pas pu être réalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 10 : Cessation partielle d'activité</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accumulations indésirables d'engrais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations désaffectées sont débarrassées de tout stock de matières. Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas communiqué un plan d'actions correctives accompagné d'un échéancier visant à supprimer les risques associés à la présence d'accumulations d'engrais dans les parois séparatives de son magasin de stockage d'engrais solides, dans le cadre de la cessation partielle des activités du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois